

Convention collective

IDCC : 9352. – **EXPLOITATIONS DE PÉPINIÈRES ET
D'HORTICULTURE
(Ille-et-Vilaine)
(15 octobre 1985)**

(Etendue par arrêté du 6 mars 1986,
Journal officiel du 15 mars 1986)

AVENANT N° 42 DU 17 MARS 2010

NOR : AGRS1097239M
IDCC : 9352

Entre :

Le syndicat central des horticulteurs et pépiniéristes d'Ille-et-Vilaine,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FSCOPA CFTC ;

La FGTA FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 22 « Primes accessoires du salaire » de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

Le point *a* « Utilisation du véhicule personnel du salarié » est supprimé.

Le point *b* « Prime de panier » devient le point *a*.

Le point *c* « Prime d'ancienneté » devient le point *b*.

Article 2

A la suite de l'article 22, il est ajouté à la section I « Salaires en espèces » un article 23 intitulé « Frais professionnels » et rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 23

Frais professionnels

Les salariés et apprentis acceptant d'utiliser leur véhicule personnel pour le service de l'exploitation, sur demande de l'employeur, ont droit à des indemnités kilométriques dont le montant est égal à celui prévu par les services fiscaux (réf. : moins de 5 000 kilomètres par an, véhicule de 7 CV).

Tout salarié à temps partiel dont l'interruption d'activité dans une même journée est supérieure à 2 heures bénéficiera des indemnités prévues ci-dessus correspondant au nombre de kilomètre domicile-lieu de travail aller et retour effectué avec un véhicule lui appartenant. »

Article 3

Les articles 23 (sans titre) et 23 *bis* « Frais de déplacement » de la section II « Avantages en nature » sont supprimés et remplacés par un article 23 *bis* qui s'intitule « Evaluation des avantages en nature » et est rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 23 *bis*

Evaluation des avantages en nature

La fourniture de biens et de services correspondant à des besoins personnels constituent des avantages en nature.

Des salaires ci-dessus indiqués pourront être déduits les avantages en nature fournis, après évaluation :

- au prix à la production si les produits proviennent de l'exploitation ;
- au prix à la consommation en cas contraire.

Toutefois, les avantages ci-après sont estimés forfaitairement de la façon suivante :

a) Nourriture

L'évaluation de l'avantage repas est déterminée par le barème fourni par l'ACOSS.

b) Logement

Sous réserve des dispositions relatives à l'interdiction de la sous-location par le preneur d'un bail rural, l'employeur peut mettre à disposition du salarié un logement, accessoire de son contrat de travail. La mise à disposition cesse de plein droit à la rupture ou à l'extinction de ce dernier.

L'évaluation de l'avantage en nature logement est déterminée par le barème fourni par l'ACOSS ou en fonction de la valeur locative servant au calcul de la taxe d'habitation.

Un état des lieux contradictoire sera obligatoirement établi en double exemplaire, sur papier libre, lors de la prise en charge, et remis à chacune des parties. Si l'employeur refuse de participer à l'établissement de l'état des lieux au moment de la prise de possession du logement, aucune indemnité pour dégradation ou détérioration ne pourra être réclamée.

En cas d'évaluation non forfaitaire de l'avantage logement et si le logement est équipé d'un compteur collectif d'eau ou d'électricité ou de chauffage, les parties fixent d'un commun accord la valeur de cet ou ces avantages et précisent par écrit, dans le contrat de travail, le montant mensuel de la retenue qui pourra être effectuée à ce titre sur la rémunération du salarié.

En cas de compteur individuel, les dépenses y afférentes sont à la charge du salarié.

Pour le personnel saisonnier, les conditions de logement seront identiques à celles du personnel permanent. »

Article 4

Le titre de l'article 34 de la convention est remplacé par « Absence pour maladie professionnelle ou accident du travail autre qu'accident de trajet ».

L'alinéa 1 de l'article 34 est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

« Le contrat de travail du salarié victime d'un accident du travail, autre qu'un accident de trajet, ou d'une maladie professionnelle est suspendu dans les conditions prévues aux articles L. 1226-6 à L. 1226-22 du code du travail, pendant toute la durée de l'arrêt de travail, y compris, le cas échéant, les périodes de réadaptation, de rééducation ou de formation professionnelle proposées par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles. »

Article 5

L'article 36 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 36

Remplacement du salarié absent

Le remplaçant du salarié bénéficiant des dispositions des articles 33 et 34 de la convention doit être informé, le jour de l'embauchage, du caractère provisoire de son emploi et un contrat de travail à durée déterminée

doit être obligatoirement établi par écrit, conformément aux dispositions des articles L. 1241-1 et suivants du code du travail. »

Article 6

Le premier alinéa de l'article 42.1 « Journée de solidarité » de la convention est remplacé par 2 alinéas ainsi rédigés :

« Conformément aux dispositions légales, la journée de solidarité peut être fixée soit par accord collectif ou à défaut par décision unilatérale de l'employeur après consultation, le cas échéant, des représentants du personnel.

La journée de solidarité peut être fixée sur un jour férié précédemment chômé, autre que le 1^{er} Mai. Dans ce cas, sont inopposables les dispositions légales ou conventionnelles prévoyant le chômage du jour choisi comme journée de solidarité et visant des contreparties financières ou en repos en cas de travail ce jour. »

Article 7

L'article 50.1 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

L'article 50.1 « Indemnité de départ en retraite » est supprimé et remplacé par un article 50.1 « Départ à la retraite et indemnité de départ à la retraite » rédigé ainsi qu'il suit :

« Le salarié peut quitter volontairement l'entreprise pour bénéficier de la retraite dont il a demandé la liquidation sous réserve du respect du délai de préavis suivant :

- 1 mois pour les salariés ayant moins de 2 ans de présence ;
- 2 mois pour les salariés ayant au moins 2 ans de présence.

Le salarié quittant volontairement l'entreprise pour bénéficier de la retraite dont il a demandé la liquidation a droit à une indemnité calculée en fonction de son ancienneté :

- 0,5 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- 1 mois après 15 ans ;
- 1,5 mois après 20 ans ;
- 2 mois après 30 ans. »

Article 8

Il est créé un article 50.2 « Mise à la retraite du salarié et indemnité de mise à la retraite » rédigé ainsi qu'il suit.

« Article 50.2

Mise à la retraite du salarié et indemnité de mise à la retraite

Le salarié peut être mis à la retraite par l'employeur dans les conditions prévues par la loi (notamment au regard de l'âge, de droits à la retraite et en l'absence de désaccord du salarié dans les conditions fixées par la loi) sous réserve du respect du délai de préavis suivant :

- 1 mois pour les salariés ayant moins de 2 ans de présence ;
- 2 mois pour les salariés ayant au moins 2 ans de présence.

Les salariés mis à la retraite bénéficient d'une indemnité équivalente à l'indemnité légale de licenciement sous réserve d'une ancienneté suffisante. »

Article 9

Les parties demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne. Ses dispositions prendront effet le premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel aura été publié son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Rennes, le 17 mars 2010.

(Suivent les signatures.)